

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/17

OBJET : Délégations d'attributions du Conseil Communautaire au Président

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et



transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;

VU les dispositions de l'article L. 5211-9 alinéas 1 à 7, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU les dispositions de l'article L. 5211-10 alinéas 5, 6 et 7 du CGCT ;

Le Conseil communautaire ;

OUI l'exposé du Président

Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : De déléguer au Président pour la durée de son mandat les attributions telles que déclinées ci-après :

Affaires générales

- ✓ *Ester en justice*, avec tous pouvoirs, au nom de la CANGT ; intenter toutes les actions en justice ou défendre les intérêts de la communauté dans des actions intentées dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure en référé, d'une action conservatoire ou de la décision d'un désistement d'une action. Il pourra se faire assister par l'avocat de son choix ».
- ✓ Fixer les *rémunérations* et régler les *frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts*.
- ✓ Passer des *contrats d'assurances* et avenants relatifs à la couverture des risques, dommages aux biens, responsabilité civile, véhicules de l'établissement, de la protection statutaire des élus et agents conformément aux dispositions en vigueur.
- ✓ Accepter les *indemnités de sinistres* de la part des compagnies d'assurance.
- ✓ Régler les *conséquences dommageables des accidents* dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite de sept mille cinq cents (7 500) euros par sinistre et prendre en charge le règlement des sinistres dont le montant est inférieur à la franchise contractée auprès de la compagnie d'assurance.
- ✓ Accepter les *dons et legs* qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
- ✓ Procéder, au nom de la communauté d'agglomération, au *renouvellement de l'adhésion aux associations* dont elle est membre.

Affaires Financières

- ✓ Procéder, dans la limite de trois millions (3 000 000) d'euros, à la réalisation des

emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au (a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du (c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

- ✓ Conclure et réaliser les *lignes de trésorerie* nécessaires au bon fonctionnement de la communauté dans la limite de deux millions (2 000 000) d'euros.
- ✓ Procéder à la création, à la modification ou la suppression des *régies comptables* nécessaires au fonctionnement des services de la communauté d'agglomération, et en définir les conditions et modalités.
- ✓ *Mettre à jour les tarifs suite aux modifications imposées par les organismes extérieurs partenaires.*

Marchés publics

- ✓ Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des *marchés publics* et les *accords-cadres* ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, en référence au 4° de l'article L.2122-22 du CGCT.

Ressources humaines

- ✓ Procéder à la passation, la conclusion et l'exécution des *conventions de formation et leurs avenants*, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- ✓ Prendre toute décision de prise en charge des *frais de mission* générés par le *déplacement des agents* de la CANGT.
- ✓ Fixer les modalités de *défraiement des stagiaires*.
- ✓ Définir les *astreintes et permanences* après avis du Comité Technique.
- ✓ Statuer sur la *répartition du régime indemnitaire*.

Affaires patrimoniales et économiques

- ✓ Arrêter et modifier *l'affectation des propriétés communautaires* utilisées par les services de la Communauté d'agglomération.
- ✓ Exercer, au nom de l'établissement, les *droits de préemption* dont celui-ci est titulaire ou délégataire, en application du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement.
- ✓ Décider de la conclusion et de la révision de la *location de biens immobiliers* pour une *durée n'excédant pas douze (12) ans*.
- ✓ Décider de la conclusion et de la révision du *louage des biens mobiliers*.

- ✓ Procéder à la *prise à bail* ou l'*acquisition* de *biens mobiliers* ou *immobiliers* ainsi que des transactions de prix dans la limite des crédits prévus dans le budget.
- ✓ Décider de la mise en réforme des *biens mobiliers*, de leur aliénation de gré à gré jusqu'à un prix plafond de quatre mille six cents (4 600) euros, en référence au 10° de l'article L.2122-22 du CGCT.
- ✓ Déposer au nom de la Communauté d'agglomération les *déclarations de travaux*.
- ✓ Conclure les *conventions d'occupation du domaine public*.

ARTICLE 2 : De préciser que les décisions prises en application de la présente délibération, pourront être signées par un vice-président agissant par délégation du président dans les conditions fixées aux articles L. 5211-9 et L. 2122-23 du CGCT.

ARTICLE 3 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

